Compte-Rendu du Conseil Municipal du 19 Décembre 2019 à 18h30 en Mairie de Saint-Nazaire

Présents : Monsieur Gérald MISSOUR, Monsieur Jean-Bernard COMBA, Madame Hélène ORNIA, Monsieur Vincent LEVANTERI, Madame Danielle COURROYE, Monsieur Didier AZNAR, Madame Marie-Diane ALLEMAND

Procurations : Monsieur Philippe GRANDMOUGIN à Monsieur Jean-Bernard COMBA, Monsieur Franck ALLAINÉ à Madame Marie-Diane ALLEMAND

Absentes excusées : Madame Audrey BLANCHER, Madame Imane LAHMAM, Madame Fanny PEILLET, Monsieur Michel DURAY

Mme Danielle COURROYE est nommée secrétaire de séance.

Ouverture de la séance à 18h30

Question 1 : Approbation du procès-verbal du 28 novembre 2019

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Il est proposé d'approuver le procès-verbal du conseil municipal du 28 novembre 2019

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 2 : Règlement Intérieur des Services Périscolaires Restauration et Garderie

Rapporteurs : Marie-Diane ALLEMAND

Il convient d'apporter des modifications au règlement intérieur des services périscolaires tel qu'approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 Août 2019,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 4 en date du 9 Août 2019 portant approbation du règlement intérieur des services périscolaires,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à diverses modifications dudit règlement intérieur,

Il est proposé au Conseil Municipal :

-D'APPROUVER les modifications à apporter au règlement intérieur des services périscolaires

-DE DECLARER que ledit règlement intérieur est applicable à compter du 20 décembre 2019

-DE CHARGER Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 3 : Décision Modificative n° 4 – Budget Principal

Rapporteurs : Hélène ORNIA et Gérald MISSOUR

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Il est rappelé à l'assemblée que le budget général de la Commune a été voté le 4 avril 2019.

Des modifications doivent être apportées, en dépenses et en recettes, pour tenir compte de l'exécution budgétaire.

Le Conseil Municipal est donc invité à approuver la décision modificative suivante :

BUDGET PRINCIPAL		
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DÉPENSES		
Chapitres	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Chapitre 67 – Charges Exceptionnelle 678-Autres charges exceptionnelles		+5500 €

Chapitre 011 – Charges à caractère général 615231-Voies et Réseaux	-5500 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES		
Chapitres	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Chapitre 23 – Immobilisations en cours 2313 – Constructions Opération 12 : Ecole	-604 000€	
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles 2128 – Autres agencements et aménagements de terrains Opération 14 : Voirie	-9950 €	
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles 2151 – Réseaux de Voirie Opération 14 : Voirie	-9000€	
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles 2152–Installations de Voirie Opération 14 : Voirie	-11050 €	
Chapitre 16 –Emprunts et dettes assimilés 1641-Emprunts en euros Opération : OPFI		+ 679 000 €

- VU** l'article 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le budget principal de la Commune adopté par le Conseil Municipal en date du 4 Avril 2019 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 4 Juillet 2019 adoptant la décision modificative n° 1 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 26 Septembre 2019 adoptant la décision modificative n° 2 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 28 novembre 2019 adoptant la décision modificative n° 3 ;

Il est proposé au Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des éléments mis à sa disposition, d'approuver la décision modificative n°4 sur le budget général.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 4 : Décision Modificative n° 4 – Budget Assainissement

Rapporteurs : Hélène ORNIA et Gérald MISSOUR

Il est rappelé à l'assemblée que le budget assainissement de la Commune a été voté le 4 Avril 2019.

Des modifications doivent être apportées, en dépenses et en recettes, pour tenir compte de l'exécution budgétaire.

Le Conseil Municipal est donc invité à approuver la décision modificative suivante :

BUDGET ASSAINISSEMENT		
SECTION DE FONCTIONNEMENT -DEPENSES		
Chapitres	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Chapitre 011– Charges à caractère général 611 – Sous-Traitance Générale		+960 €
	-1160 €	

Chapitre 011- Charges à caractère général 61523 - Réseaux		
Chapitre 67 - Charges Exceptionnelles 673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)		+200 €

- VU** l'article 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le budget assainissement de la Commune adopté par le Conseil Municipal en date du 4 Avril 2019 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 29 Mai 2019 adoptant la décision modificative n° 1 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 4 Juillet 2019 adoptant la décision modificative n° 2 ;
- VU** la délibération du conseil municipal du 28 Novembre 2019 adoptant la décision modificative n° 3 ;

Il est proposé au Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des éléments mis à sa disposition, d'approuver la décision modificative n°4 sur le budget assainissement.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 5 : Décision Modificative n° 1 – Budget La Petite Escale

Rapporteurs : Hélène ORNIA et Gérald MISSOUR

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Il est rappelé à l'assemblée que le budget La Petite Escale a été voté le 4 avril 2019.

Des modifications doivent être apportées, en dépenses et en recettes, pour tenir compte de l'exécution budgétaire.

Le Conseil Municipal est donc invité à approuver la décision modificative suivante :

BUDGET PRINCIPAL		
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DÉPENSES		
Chapitres	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Chapitre 66 – Charges Financières 66111-Intérêts réglés à l'échéance		+ 805,13 €
Chapitre 011 – Charges à caractère général 627-Services bancaires et assimilés	-605 €	
SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES		
Chapitres	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Chapitre 77 – Produits Exceptionnels 774-Subventions exceptionnelles		+200,13 €

- VU** l'article 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le budget La Petite Escale adopté par le Conseil Municipal en date du 4 Avril 2019 ;

Il est proposé au Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des éléments mis à sa disposition, d'approuver la décision modificative n°1 sur le budget la petite escale.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 6 : Dissolution du Budget Annexe M49 Assainissement entraînant l'affectation des résultats du compte administratif 2019 au budget principal de la commune

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-198-004 du 16/07/2012 et l'arrêté complémentaire

n° 2012-319-005 du 14/11/2012 portant création de la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien,

Vu loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, emportant transfert à titre obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Considérant que ces transferts entraînent la dissolution des budgets annexes créés pour ces services,

Considérant que cette dissolution entraîne l'affectation des résultats du compte administratif 2019 des budgets annexes « eau » et/ou « assainissement » au budget principal de la commune,

Il est proposé au Conseil Municipal de décider :

-D'APPROUVER la dissolution du budget annexe M49 assainissement au 31 décembre 2019,

-Etant précisé que cette dissolution entraîne le transfert des résultats du compte administratif 2019 du budget annexe considéré au budget principal 2020 de la commune.

-PREND ACTE de la loi n° 2015 transférant au 1^{er} janvier 2020 les compétences eau et assainissement à l'Agglomération du Gard Rhodanien et même si elle ne peut s'opposer de par la loi, souhaite par son conseil municipal marquer sa désapprobation.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 7 : Convention relative à la vérification des conditions du regroupement familial

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Vu la loi n°2011-672 du 16/06/2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité,

Vu le décret n° 2011-1049 du 06 septembre pris pour l'application de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et la nationalité et relatif aux titres de séjour,

Vu la circulaire n° NOR INT/D/06/00009/C du 17 janvier 2006 relative au regroupement familial des étrangers,

Vu la circulaire n° NOR IOCL1130031C du 21 novembre 2011 relative aux modalités d'application du décret n° 2011-1049 du 06 septembre pris pour l'application de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 et relatif aux titres de séjour,

Vu l'article R.421-15-1 du Code de l'Entrée, du Séjour, Et du Droit d'Asile,

Il est indiqué au Conseil Municipal que la loi n° 2003-119 du 26/11/2003 a confié un rôle aux Maires dans la procédure de regroupement familial puisqu'il est chargé depuis lors de la vérification des conditions de logement et de ressources.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des échanges d'informations entre le Maire et l'OFII concernant la procédure de regroupement familial, en permettant une uniformisation des pratiques et une dématérialisation de ces échanges.

Il est proposé au Conseil Municipal de déléguer à l'OFII la réalisation des enquêtes logement et ressources et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'OFII.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 8 : Ouverture par anticipation des crédits d'investissement 2019 : Budget Principal

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Il est rappelé au Conseil Municipal que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dispose en substance que, jusqu'à l'adoption du budget primitif, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses en section d'investissement, dans la limite de 25% des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des services, il est demandé au Conseil Municipal :

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2020 avant le vote du budget 2020 dans la limite des crédits et représentant 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2019 non compris les crédits afférents au remboursement de la dette :

- Montant budgétisé, dépenses d'investissement 2019 (hors chapitres 16, 020, 001) : **1 849 099.50 €**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Municipal de faire application de cet article à hauteur de :

462 274,88 € (25% x 1 849 099.50 €).

Les dépenses à retenir sont celles des chapitres 20, 21 et 23 à hauteur de : **1 849 099,50 €**

Chapitre – Libellé Nature	Crédits ouverts au B.P. 2019 + DM	Montant autorisé avant vote du B.P. 2020 ¼ des crédits
20 – Immobilisations incorporelles	59 084 €	14771 €
21 – Immobilisations corporelles	140 463,89 €	35 115,97 €
23 – Immobilisations en cours	1 649 551,61 €	412 387,90 €
Total des dépenses d'investissement hors dette	1 849 099,50 €	462 274,87 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser l'engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2020 sur la base de l'enveloppe financière suivante :

- Budget Principal Commune, Chapitres 20, 21 et 23 :462 274,87€

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 9 : Remboursement Association Les Amandiers

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2010 autorisant le transfert d'office de la voirie de la rue du lotissement les Amandiers,

Considérant que l'Association Les Amandiers a continué à payer l'assurance et à entretenir la voirie depuis cette date,

Après avoir pris connaissance des éléments mis à sa disposition, il est proposé au Conseil Municipal de :

- DECIDER** de rembourser la somme de 5434,28 € correspondant à dépenses réalisées par l'association les amandiers sur cette période
- PRECISER** que somme a été inscrite à l'article 678/Chapitre 011 du budget général

Monsieur Jean-Bernard COMBA se refuse à rembourser quoique ce soit pour une parcelle qui n'appartient pas à la mairie.

Monsieur le Maire infirme cette déclaration et indique que le problème incombe à la mairie et non à l'association des amandiers car il avait été voté un transfert d'office de la route desservant les amandiers en décembre 2010.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à la majorité (1 Contre)*

Question 10 : DEMANDE FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GARD RHODANIEN POUR L'INFORMATIQUE DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE – FDC 2019

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Il est rappelé au Conseil Municipal que la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien a créé des fonds de concours pour les communes de son territoire.

La Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien participe à hauteur de 50 % du coût maximum du projet restant à la charge de la commune, subventions et participations éventuelles et FCTVA déduits, sur la base suivante :

-10 € par habitant, sur la base de la population totale applicable au 1^{er} janvier 2019 et issue du recensement INSEE 2016,

-un plancher minimum de 3330 € par commune

-une convention sera signée entre la Communauté d'Agglomération et la commune bénéficiaire

Il est au Conseil Municipal de solliciter la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour l'obtention du fonds de concours 2019 pour les « l'informatique du nouveau groupe scolaire ».

Coût total de l'opération :

-> 21 964.94 € HT soit 26 357.93 € TTC

Le Conseil Municipal est invité à :

1° - SOLLICITER la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour l'obtention du fonds de concours 2019 pour « l'informatique du nouveau groupe scolaire » un montant de 21 964.94 € HT soit 26 357.93 € TTC

2° - APPROUVER le projet de convention du fonds de concours sollicitant la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour un montant 11 017 € (fonds de concours 2019) et le plan de financement annexé à la délibération.

3° - DONNER POUVOIR à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches et à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 11 : Transfert des résultats 2019 du budget annexe de l'assainissement – Délibération de Principe

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Transfert de la compétence « assainissement »

Par application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien (CAGR) exerce la compétence « assainissement » sur l'ensemble de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2020.

La commune doit donc clôturer son budget annexe et intégrer l'ensemble des éléments d'actif et de passif dans son budget principal.

Le transfert de compétences entraînant le transfert à la CAGR des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que de l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, dont les emprunts, la commune devra ensuite signer avec la communauté les procès-verbaux de mise à disposition nécessaires à la constatation comptable et patrimoniale de ces transferts. Les restes à recouvrer et à payer demeurent quant à eux dans la comptabilité communale.

Transfert des résultats

Le service public de l'assainissement, en tant que service public industriel et commercial (SPIC), est soumis au principe de l'équilibre financier posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives aux SPIC dans un budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers. C'est pourquoi il est admis que les résultats budgétaires du budget annexe communal, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie à la communauté qui reprend la conséquence. Ce transfert doit alors donner lieu à délibérations concordantes de la communauté et des communes concernées.

Les opérations budgétaires et comptables de transfert des résultats budgétaires sont des opérations budgétaires réelles, qui doivent donc donner lieu à l'ouverture de crédits au budget principal de la commune.

Il est donc proposé au conseil municipal :

-D'APPROUVER, sous réserve de l'adoption d'une délibération concordante de la communauté d'agglomération, le principe du transfert de tout ou partie des résultats de fonctionnement et d'investissement apparaissant au budget annexe 2019 de l'assainissement de la commune au profit de la CAGR

-DE PRENDRE ACTE de la loi n° 2015 transférant au 1^{er} janvier 2020 les compétences eau et assainissement à l'Agglomération du Gard Rhodanien et même si elle ne peut s'opposer de par la loi, souhaite par son conseil municipal marquer sa désapprobation.

➤ *Il est procédé au vote et la proposition est approuvée à l'unanimité*

Question 12 : Informations au Conseil Municipal

Rapporteur : Gérald MISSOUR

-Décision du Maire n° 2019-2

-Retour de l'INSEE : suite au recensement de février 2018, il y a 1248 habitants au 1^{er} janvier 2020

-Ménage Bâtiments Communaux : nouveau prestataire à compter du 1^{er} décembre 2019 : groupe Aber Propreté

-Nouveau Marché Informatique : pour 165€/mois pendant 3 ans : il va y avoir changement de tous les postes de la mairie avec Windows 10, pack office 2019 et les logiciels, plus serveur avec gestion des accès, plus sauvegarde de nos données. Pas de prestation de dépannage.

La séance du Conseil Municipal est levée à 19h40, après avoir épuisé l'ordre du jour.